

## SKIKDA

# La culture de la tomate industrielle en régression

**La superficie consacrée à la culture de la tomate industrielle a régressé cette année.**

Selon les statistiques arrêtées au 23 août 2009, la récolte, lancée le 18 juillet, est de l'ordre de 1 064 000 q pour une superficie de 3 800 ha, ce qui est en baisse par rapport à la saison 2007/2008, où elle était de 1 966 000 q pour une superficie de 6 600 ha, et dont 60% du taux global a été commercialisé. Et loin aussi des objectifs fixés pour cette saison : 1,6 million de quintaux pour une superficie repiquée estimée à 4 700 ha. Les pertes enregistrées correspondent à 18% du taux global, soit 288 000 q, alors que la quantité commercialisée est de 638 400 quintaux.

La quantité de concentré de tomates enregistrée durant la saison précédente était de l'ordre de 9 237 tonnes. A ce jour, 17 816 tonnes ont été transformées, 2 735 tonnes en DCT (double concentré) et 459 tonnes en simple concentré (CT). Dans le même ordre d'idées, le nombre des conserveurs est passé de trois à un, Izdihar, implanté dans la région de Ben Azzouz, qui affiche une production quotidienne de 1 400 tonnes/jour.

Il n'en demeure pas moins que la wilaya de Skikda est leader sur le plan national, elle compte la superficie la plus importante. La daïra de Ben-Azzouz, regroupant les communes de Ben-Azzouz, la Marsa et Bekkouche-Lakhdar, à 65 km à l'est de la wilaya, contribue à hauteur de 25% dans la production nationale. Près de 90% des 1 500 agriculteurs que compte le secteur y sont implantés.

## La production affectée par la pluie et la canicule

Les raisons de ce recul sont liées à des conditions climatiques : canicule et forte pluviométrie. Ces dernières enregistrées successivement en mars, avril et mai, dont les effets ont été fortement ressentis. C'est du moins ce qu'avance le directeur des services agricoles, M. Bourouz.

Un fellah de Ben Azzouz explique que «les jours de fortes pluies en juin et la canicule observée durant le mois de juillet ont provoqué un endommagement des terres agricoles et causé, par voie de conséquence, une baisse dans la production. Avant cela, en



Photo : DR

avril et mai, on a eu à subir les effets des pluies qui ont été pour beaucoup dans le retard de la récolte. Me concernant, et pour y remédier, j'ai versé dans la culture de la pastèque».

D'autre part, le rétrécissement de la superficie destinée à la culture de la tomate est dû à deux facteurs. Le premier relatif à la forte production enregistrée durant les années 1990 et 2000 qui a été derrière, entre autres, une baisse dans les prix de la tomate. Ceci entraînant cela, le deuxième facteur est lié à la «ruine» des fellahs. Pour oublier les malheurs de l'échec, une partie d'entre eux s'est rabattue sur la céréaliculture qui bénéficie d'un soutien conséquent de l'Etat. Tandis que la deuxième partie, sans délaisser la principale activité, a adopté la même démarche. La culture de la pastèque a été souvent le recours pour beaucoup de fellahs, afin de combler le déficit enregistré en la matière.

Tout autant que la commercialisation de ce fruit tant convoité ne bute pas sur les contraintes relevées dans celle de la tomate. Pourtant, et selon les propos du DSA, la tomate bénéficie, elle aussi, d'un appui étatique dans le cadre du Fonds national de régulation de la production nationale (FNRPN), à raison de 2 DA pour le fellah et 1,5 DA pour le transformateur, pour chaque

kilogramme transformé. «Dans le passé, la formule adoptée était de verser la somme équivalente à la production réalisée par les fellahs devant le siège de la DSA, il y avait une foule compacte et l'action nous prenait un temps précieux. Actuellement, la donne a changé, le montant est versé aux transformateurs qui auront à le répartir aux agriculteurs. C'est plus facile. De plus, les transformateurs assurent un préfinancement en direction des fellahs qui se traduit sur le terrain par la mise à leur disposition des engrais et semences, et sans que ces derniers aient à déboursier un sou. Le conserveur aura à récupérer son dû après avoir procédé à la transformation de la tomate qui lui est vendue par le fellah.» L'institution financière chargée du paiement des soutiens n'est autre que la Badr. L'encaissement des primes par le transformateur se fera sur la base d'un dossier adressé à la DSA, territorialement compétente.

Parmi les pièces constitutives figurent, entre autres, une copie des conventions signées par le transformateur avec les producteurs de tomate industrielle fraîche, un engagement notarié par lequel le transformateur spécifie que «les quantités de tomate industrielle collectées sont exclusivement destinées à la

production de DCT et/ou de TCT» et un cahier des charges. Le prix à la production a été fixé à 8 DA le kilo, celui de la cession à 12 DA.

## Les «lobbys» et le prix des engrais : de véritables entraves

Quelques fellahs, selon leurs dires, n'ont rien vu de ses aides étatiques. Ils ont vu, par contre, des «lobbys» venir dans les champs leur acheter la tomate industrielle à raison de 10 DA le kilo. «Souvent, ils trichent dans la pesée. Nous, fellahs, pauvres malheureux, nous ne pouvons refuser leur offre, et ce, pour deux raisons : La première est liée à la facilité avec laquelle on a à écouler la marchandise dans l'immédiat. La deuxième est relative à la rentabilité générée, puisque ça nous évitera les tracas et les coûts du transport, nous ne disposons pas de camions ou de véhicules pour assurer son acheminement. Le malheur c'est que notre marchandise sera revendue au transformateur à 8 DA le kilo !» Ce n'est pas l'avis d'un autre fellah, «le vrai problème réside dans le fait que les acheteurs de tomate ne paient pas rubis sur l'ongle. Des fois, les fellahs leur sont restés redevables des années». Selon notre interlocuteur, «les agriculteurs devaient prioritairement relever le problème des engrais. Certes, sur le plan sécuritaire, l'escorte accordée par les services de

sécurité nous a été d'un grand apport. Mais il n'en demeure pas moins que le prix du quintal de l'ordre de 6 000 DA, en dépit de l'abondance du produit, est pénalisant au plus haut point. Ce n'est pas tout, l'agriculteur a besoin de près de 10 q pour chaque hectare cultivé. Pour une superficie moyenne de 10 ha, on aura donc à déboursier 600 000 DA. Contrairement aux idées reçues, on doit payer cash pour acquérir la quantité voulue. C'est devenu un marché juteux pour les vendeurs et les revendeurs qui se trouvent à tous les coins de rue, muni d'un agrément dûment délivré par les services de la DSA». Qui gagne dans cette chaîne ? Puisque même le citoyen est pénalisé au plus haut point : en pleine saison de la tomate, cette dernière est vendue entre 50 et 70 DA. Le commerçant justifie cette hausse par le prix de gros. A Salah-Bouchaour, «la tomate y est cédée entre 20 et 25 DA». Selon un autre fellah, «cela prouve aussi que le recul de la culture de 300 ha comme annoncé par la DSA pourrait être plus important que l'ont croit, car quelques fellahs ont tendance à donner des chiffres amplifiés sur la superficie récoltée, les services habilités de la DSA ne détectent pas les anomalies».

Propos infondés, selon les dires d'un cadre à la DSA, «nous ne suffisons pas des chiffres fournis par les fellahs, nous faisons de la prospection».

## La saison 2008/2009 classée 8<sup>e</sup> de la décennie

Selon un tableau récapitulatif des dix dernières années, la saison 2008-2009 est classée 8<sup>e</sup> en termes de production, loin derrière la saison record 2004-2005 (2 millions de quintaux pour une superficie de 6 760 ha et un rendement à l'hectare de 296 q), la saison précédente, déjà citée, (1 966 000 quintaux, superficie, 6 600 ha, rendement, 298 q/ha) et 2003-2004 (1 829 260 q, superficie 7 209 ha, rendement, 254 q/ha). Elle ne devance que les saisons 2005-2006 et 2006-2007, où respectivement des productions de 744 000 et 609 440 quintaux ont été enregistrées.

Zaid Zoheir

## TIARET

# Plusieurs structures réceptionnées non exploitées

**Une virée à travers la ville de Tiaret nous a permis de constater que plusieurs structures achevées, voire réceptionnées, mais qui restent jusqu'à la non fonctionnelles, de quoi se poser moult interrogations d'autant que des enveloppes financières énormes y ont été injectées.**

Bon nombre de bâtisses relevant de différents secteurs sont érigées ça et là depuis des années, mais sans pour autant ouvrir leurs portes. Les exemples en sont multiples, à l'image des deux centres

commerciaux implantés de part et d'autre de la route d'Alger. Si l'un a vu quelques uns de ses locaux affectés, l'autre en revanche, demeure «cadenassé» pour des raisons inconnues, au moment où le commerce informel bat son plein. Un autre centre similaire nouvellement réceptionné, sur la route de Sougeur, n'arrive toujours pas à susciter l'engouement attendu. Les quelques commerçants qui y exercent se plaignent de l'absence inexplicable de clients. Et pourtant, cet espace jouit d'une belle architecture et d'une implantation on

ne peut plus stratégique. En énumérant les espaces non exploités, l'on ne peut se priver de citer le fameux ensemble «Regina» composé d'une multitude de locaux au sous-sol, achevés depuis des années mais sans être opérationnels. Idem pour le centre des archives ou les quelques CSP réalisés à travers la wilaya pour ne citer que ceux là. Par ailleurs, en allant vers la cité Avenir dans la partie sud de la ville, une belle architecture pointe son nez, c'est le musée du Moudjahid. Une structure importante du fait des potentialités

historiques, culturelle et civilisationnelles de la région qui méritent d'être mises en valeur pour constituer une référence de base en matière de connaissance, de savoir et de préservation de l'identité. Réalisé à coup de milliards, cet équipement requiert une attention particulière des décideurs pour le voir un jour ouvrir ses portes. Cela dit, l'hypothèse d'un éventuel transfert de certains de ces équipements pour un meilleur impact pourrait l'être pour l'intérêt général de la population.

Mourad Benameur